



Extrait du Le Journal des Alternatives

<http://journal.alternatives.ca/spip.php?article8481>

La montée de l'extrême droite, le constat d'une débâcle démocratique au Brésil

- Journal des Alternatives - Publications - Dossiers - L'empire contre-attaque -



Date de mise en ligne : mardi 6 novembre 2018

Copyright © Le Journal des Alternatives - Tous droits réservés

La droite et l'extrême droite au Brésil, l'une des plus corrompues au monde sont devenues les porte-parole de l'éthique, sans jamais avoir pratiqué un geste en faveur de l'éthique dans la politique brésilienne.

Les représentants des secteurs conservateurs au Brésil, les classes moyennes traditionnelles ont toujours abusé des pouvoirs publics, se sont toujours approprié de l'appareil de l'état. Ils ont été habitués à échapper aux impôts et à frauder le fisc, à utiliser des fausses factures, à pratiquer des investissements spéculatifs et à déposer leurs gains dans des paradis fiscaux. Ces différentes sortes de corruption ont toujours été présentes dans les hautes sphères du pouvoir au Brésil. Les autres protagonistes de la fausse moralité publique sont les pasteurs évangéliques conservateurs. Pendant des décennies, des journalistes et des procureurs ont essayé de prouver que les évêques de l'Église universelle du Royaume de Dieu et des églises pentecôtistes similaires, l'Assemblée de Dieu entre autres, procédaient au blanchiment de capitaux et au lavage de cerveau de leurs adeptes. Ils utilisent les dons des fidèles pour financer frauduleusement l'achat d'entreprises et créer un conglomérat de communications dont le but principal est d'étendre l'influence religieuse et politique de cette branche évangélique au Brésil. Avec des aspirations totalitaires et théocratiques, ils ont décidé de se lancer dans la politique et ont formé un bloc de députés et de sénateurs issus de la droite la plus réactionnaire du Brésil. Avec la classe hégémonique, ils ont adopté un discours moraliste contre la corruption. Je souligne ici tout mon respect pour les anciennes religions protestantes du Brésil.

Il convient de noter qu'une grande partie du pouvoir judiciaire a parfois omis ou étouffé les scandales de corruption de l'élite conservatrice qui détient le pouvoir économique et est bien représentée au parlement brésilien.

La droite corrompue et l'extrême droite en tant que détenteurs d'éthique

La gauche est restée sur la défensive, au lieu de se ranger sous la bannière de la lutte qui avait toujours été la sienne : l'éthique en politique et la lutte contre la corruption. Bien sûr, certains membres du PT ont commis des erreurs, ne résistant pas aux tentations de ce monde corrompu, mais ils ont été punis et emprisonnés, contrairement aux personnalités de droite. La mémoire de l'histoire politique brésilienne souffre d'amnésie ... elle a oublié ceux qui sont couverts par la boue de la corruption. Les intouchables qui, pendant les gouvernements précédents, ont acheté des voix pour être réélus et ont entravés toutes les enquêtes judiciaires et les commissions d'enquêtes parlementaires. Les mêmes n'ont pas accepté la proposition de réforme politique sur le financement des partis.

Cependant, même si la corruption est endémique au Brésil, elle est omniprésente et n'est pas propre à la classe politique. La gauche brésilienne a laissé la droite immorale et néolibérale s'approprier l'agenda dans la lutte contre la corruption.

Nous savons tous que la corruption est un vice social, politique et institutionnel qui contamine les relations humaines. Il doit être considéré comme l'un des maux les plus dévastateurs de la société. Aussi, la corruption doit être traitée à la racine et non pour inciter la haine, le pouvoir politique étant alors assimilé par le peuple à un synonyme de corruption.

Ce qui est arrivé aux membres du PT en 2005/2006 aurait dû servir d'avertissement aux partis de gauche pour qu'ils entreprennent une vaste campagne d'éducation politique sur l'exercice du pouvoir face à une machine administrative lourdement érodée par des siècles de corruption. Le célèbre « Mensalão » était le nom donné au scandale de la corruption politique par l'achat de voix de parlementaires au Congrès national brésilien. Cependant, cette pratique a toujours existé dans la politique brésilienne, toutefois, on espérait qu'elle serait abolie par les gouvernements du PT

et de sa base alliée. Pour certains de membres du PT, cette pratique a été dénoncée seulement parce qu'elle avait touchée le chef de la gauche, José Dirceu, qui était à la tête de la Maison Civile du gouvernement Lula (à peu près le rôle d'un premier Ministre en France). Cependant, pour la majorité des militants du PT, rien ne justifiait que le parti qui a toujours embrassé l'étendard de l'éthique en politique soit emporté par l'aveuglement du pouvoir corrompu.

Le gouvernement du PT et ses alliés de gauche n'ont pas su saisir ce moment pour mener une campagne d'éducation afin de développer une conscience éthique pour les citoyens brésiliens, si urgente et nécessaire. Nous savons que la corruption dans la fonction publique viole l'un des principes les plus fondamentaux de l'éthique en politique. Parce que c'est le PT qui a adopté une nouvelle façon de faire de la politique au Brésil, l'implication de certains de ses cadres dans la corruption suscitera de manière plus intense une répulsion de la société.

Le rôle prépondérant des grands médias dans la création de « l'antipétisme »

La soi-disant grande presse brésilienne, qui n'a pas grand-chose de grande en raison de sa partialité, a toujours détesté le citoyen Lula et le président Lula. Elle a profité de cette brèche pour développer la haine contre le PT. On ne connaît pas dans l'histoire républicaine mondiale un président aussi peu respecté que Lula. Nous n'avons jamais vu autant de racisme, de discrimination odieuse dans la bouche de certains politiciens et journalistes. Ils ont essayé par tous les moyens d'empêcher Lula de prendre le pouvoir et pourtant il a été élu et réélu.

Depuis lors, les médias traditionnels au Brésil ont commencé à pratiquer une opposition permanente au gouvernement, sans aucune vision critique. Ils ont été incapables de reconnaître que le gouvernement avait réussi à réduire considérablement les inégalités sur l'ensemble du territoire brésilien.

Leur seul objectif était de détruire le parti des travailleurs-PT créé par Lula et d'inscrire dans l'histoire politique qu'il était le principal responsable de la corruption au Brésil. Les fake-news, les fausses nouvelles ont commencé à cette période !

La grande presse brésilienne, en particulier le réseau de télévision Le Globo, omniprésent dans tout le Brésil et l'Amérique latine, a toujours été très critique du PT et de l'ensemble de la gauche brésilienne. Elle a tout fait pour que Lula ne soit pas réélu. Pendant les deux mandats de Lula, elle investit tous les moyens possibles et imaginables pour détruire le parti des travailleurs. Cependant, le gouvernement Lula a poursuivi sa lutte pour sortir le Brésil de la pauvreté et a maintenu sa politique de développement avec inclusion sociale et a reconnu les minorités invisibles et discriminées

Malheureusement, les politiciens et le pouvoir exécutif n'ont pas compris qu'il ne suffisait pas seulement d'élargir les droits des minorités et d'améliorer les conditions de vie des plus pauvres. La corruption ne peut être résolue uniquement par la création d'instruments institutionnels, comme ont fait les gouvernements de Lula et de Dilma. Pour s'attaquer au virus de la corruption, il leur aurait fallu réformer le système politique. La constitution de 1988 a jeté les bases de l'exécution du plébiscite sur la réforme politique, cependant il manquait l'audace. Le grand dirigeant de la gauche brésilienne, un négociateur habile, préféra ne pas ébranler les fondements de la « Casa Grande » et continua de croire que le Brésil n'était pas préparé à une lutte de classe. Lula a toujours persisté dans l'idée qu'il réconcilierait le Brésil et gouvernerait pour tous.

Il est à noter que le président Lula n'est jamais intervenu dans le système de justice brésilien. Depuis 2003, le gouvernement Lula a renforcé sa lutte contre la corruption en créant le Bureau du contrôleur fédéral (CGU), en renforçant la structure de la police fédérale et en promouvant l'autonomie du ministère public, entre autres. Ces initiatives n'étaient pas suffisantes pour démontrer que le gouvernement du PT avait mis en place des outils pour lutter contre la corruption, le mal était déjà fait ! Le Parti des travailleurs a payé pour ses erreurs, tous les cas de

corruption sous l'administration Lula ont été réglés, contrairement aux cas de corruption de tous les partis politiques qui ont été étouffés et qui n'ont pas fait l'objet d'une enquête jusqu'à présent.

En ce qui concerne le pouvoir judiciaire, c'est sous les gouvernements PT que ses pouvoirs, compétences et privilèges ont été élargis depuis lors, tout en maintenant ceux qu'il détenait avant la démocratisation de 1988.

En novembre 2006, j'ai écrit un article intitulé : Guerre contre la corruption ou Guerre contre le terrorisme ? "Si nous prenons un peu de distance idéologique, nous assistons aujourd'hui à un véritable massacre contre le PT en tant que parti et contre le gouvernement Lula. Matraqué par des accusations en permanence qui tombent sans interruptions et sans laisser du temps pour les accusés de répondre ou se défendre, la guerre est la guerre ! Et dans cette guerre, le PT apparaît déjà vaincu ".

Dix ans plus tard, le PT retourne à l'épicentre des accusations ! Cette fois, il ne s'agira pas de cas isolés de corruption, il s'agit d'une stratégie beaucoup plus élaborée de conquête du pouvoir, où la lutte contre la corruption n'est qu'un prétexte pour accuser les gouvernements du PT, en tant que seuls responsables de la corruption au Brésil.

L'opération Lava Jato, est lancée en mars 2014, elle aboutira à la plus grande enquête anti-corruption jamais menée au Brésil, impliquant des entreprises privées, étatiques et partis politiques. Cette opération a été soutenue par le gouvernement Dilma Rousseff. Au fil du temps, les méthodes de l'opération « Lava-Jato » seront remises en question, principalement en raison de la partialité du juge Sergio Moro, qui, malgré le fait que l'opération a touché plus d'une douzaine de partis (MDB, PT, PSDB, PSB, SD, PT, DEM, PR, PPS, PSD, PTC et PCdoB), la cible de son enquête sera axée sur le Parti des travailleurs. L'activisme politique dans les médias de Sergio Moro, des procureurs et des juges aura une influence sur l'orientation de la politique nationale. Cela intensifiera la campagne de « l'antipétisme » commencé en 2006.

Au Brésil, malheureusement, l'extrême droite n'aurait pas eu ce résultat aujourd'hui sans le soutien des médias conservateurs brésiliens, d'une grande partie de la justice et des partis politiques de la droite conservatrice. Ensemble, ces forces se sont organisées pour confisquer la démocratie au nom de la lutte contre la corruption. Les opérations de Lava-Jato ont été menées dans la perspective des sondages d'opinion, où la haine collective était distillée lors d'une chasse acharnée contre Lula et le PT.

Les scandales de corruption, les nouvelles détériorations de l'économie mondiale et les erreurs de la conduite politique du gouvernement Dilma serviront d'engrais pour structurer une vaste campagne « d'antipétisme ». Nous avons vu comment les classes moyennes sont devenues le franc-tireur de la droite, puisque c'est la catégorie sociale qui a été la plus affectée par la crise du deuxième gouvernement de Dilma. Les gouvernements de gauche seront accusés de la crise économique. Les médias brésiliens conservateurs ont constamment martelé le même message : les gouvernements du PT ont mis le Brésil en faillite ! Cette fois, cela aura un effet dévastateur ! La présidente Dilma Rousseff sera la cible d'une vaste et permanente campagne de déstabilisation. Réélue avec plus de 54 millions de voix, son élection a été considérée par l'opposition et les médias comme une défaite. L'opposition contestera sa légitimité.

La destitution de Dilma a été un imbroglio politique et juridique machiavélique qui a ouvert une période d'instabilité politique au Brésil. La droite, l'extrême droite et ses alliés, les médias traditionnels, le monde des affaires, les juges conservateurs, le groupe évangélique, les classes hégémoniques se réorganiseront pour empêcher la poursuite d'un projet politique de développement avec inclusion sociale et souveraineté nationale.

Un important accord national amènera au pouvoir le vice-président qui a trahi tous ses engagements pris avec le

parti des travailleurs. Le nouveau président démantèlera tous les programmes d'inclusion sociale liés aux droits de l'homme, au logement, à l'éducation, à la santé et au travail. Ces programmes d'inclusion sociale avaient façonné la réputation de Lula et Dilma sur la scène internationale.

La guerre contre la corruption régie par les principaux médias liée à la droite néolibérale et à l'extrême droite était organisée dans le cadre d'une stratégie politique visant le Parti des travailleurs et sa figure emblématique : Lula. Tous les médias au Brésil sont devenus partiels. Après avoir comploté la destitution de Dilma Rousseff, ils sont devenus des propagandistes de la prison de Lula.

L'ancien président Lula était à la tête de tous les sondages et il avait d'énormes chances de passer au premier tour. Soudainement, les pires des corrompus de la politique brésilienne et du monde des affaires sont devenus des moralistes, beaucoup sont devenus délateurs et ont désigné du doigt l'unique responsable de toute la perversité de la corruption brésilienne : Lula était le chef de gang qui avait volé la nation brésilienne. Pendant des années, Globo a empoisonné l'environnement politique dans lequel le mensonge autour de Lula et de sa famille circulait comme une vérité absolue et cherchait à atteindre la conscience des téléspectateurs afin de défaire l'image positive des gouvernements de Lula pour le bien-être du peuple brésilien.

Le résultat de cette hystérie punitive de Sergio Moro soutenue par le tribunal suprême-STF, les secteurs conservateurs et des médias a ouvert la voie à un climat de confrontation et de haine et à une escalade de la violence jamais vue au Brésil. En s'attaquant à un seul parti politique et à son chef plus emblématique, un espace a été créé pour les faux paladins de la moralité et l'extrême droite moraliste qui se dit suivre le chemin de la vérité et de défendre des valeurs telles que la famille, la religion, la discipline, l'autorité et la justice et de l'éthique.

M.Bolsonaro a adopté la posture d'un candidat antisystème, même s'il a été député pendant 28 ans, après être passé par des partis qui sont tous accusés de corruption.

Le réseau Globo et la presse conservatrice sont indirectement responsables de la montée de l'extrême droite au Brésil et de la victoire de M.Bolsonaro. Aujourd'hui, ils doivent sûrement se repentir d'avoir collaboré à l'émergence du monstre fasciste. Ils sont aujourd'hui les premières victimes de l'absence de liberté d'expression et, plus tard, ils seront également victimes de la censure. Les gouvernements du Parti des Travailleurs leur manqueront !

Je voudrais souligner que tout ce que nous avons dénoncé depuis le début du coup d'État contre la présidente Dilma et l'impartialité du juge Sergio Moro est confirmé : Sergio Moro, vient d'être nommé ministre de la Justice.

Le parti des travailleurs-PT, malgré toute l'artillerie qui s'est retournée contre lui, a été en mesure d'élire le plus grand nombre de sièges au congrès national et, dans le cadre d'alliances il a élu onze gouverneurs d'état. Sans aucun doute, ils ont réussi à mener une belle campagne et à ramener toute la gauche brésilienne à la bataille contre le fascisme. La lutte continue ! Et en prenant en compte des erreurs du passé, les trajectoires politiques sont corrigées et prennent des nouveaux chemins.